

2246

919

2255

LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE
EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE
ET SES IMPLICATIONS

LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

A. Historique des tendances globales

Croissance démographique sans précédent au 20^{ème} siècle

Dans la longue histoire du peuplement de notre planète, la deuxième moitié du 20^{ème} siècle se distingue par une croissance démographique sans précédent. Avant le 18^{ème}, la population augmentait lentement et d'une façon inégale car la balance entre les naissances et les mortalités était souvent précaire : des populations étaient parfois décimées par des épidémies ou des guerres. A partir de 1750, la croissance démographique mondiale a été plus rapide : si bien qu'au cours des 150 ans entre 1750 et 1900, la population du monde a doublé pour atteindre environ 1,7 milliards - un taux de croissance d'environ 0,5 pour cent par an en moyenne, voir figure 1).

Pendant la première moitié du 20^{ème} siècle, le taux de croissance a augmenté jusqu'à environ 1 pour cent par an, et, à partir de 1950, il y a encore eu une accélération de sorte que la population du monde a doublé en un peu plus de 30 ans. Nous avons "célébré", au milieu de l'année 1987, "la journée des 5 milliards", quand la population du monde a atteint ce chiffre que représente deux fois celui de 1950.

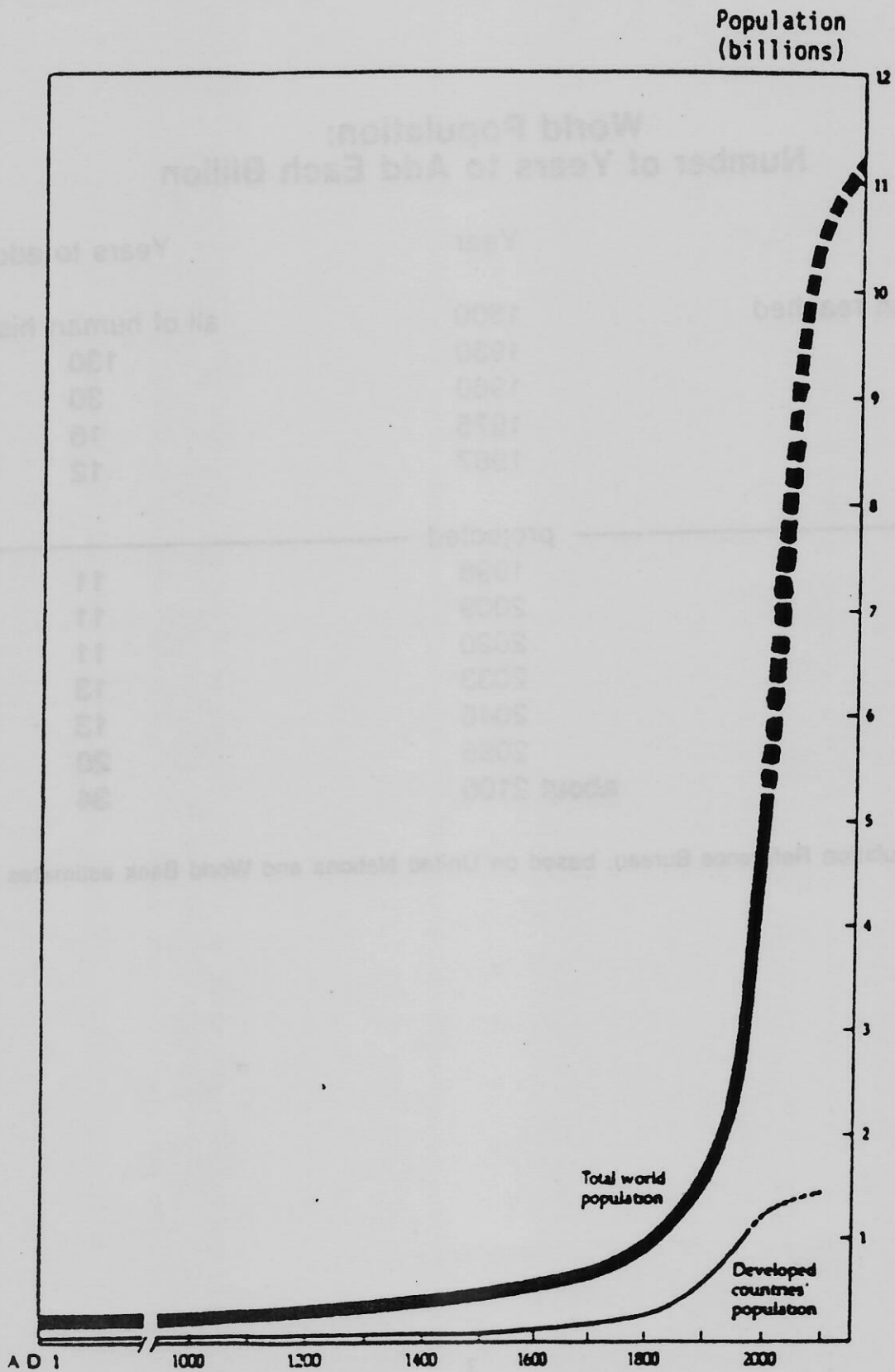
Légère baisse du taux de la croissance mondiale à partir des années 70

Le taux annuel de croissance de la population mondiale a atteint un maximum de 2,4% pendant les années 60, et se situe actuellement à environ 2% par an.

Pendant la période de 1950 à 1980, le taux de croissance démographique en Afrique augmente systématiquement de 2% en 1950 jusqu'à 3% en 1985. Aucune tendance à la baisse n'est perceptible.

Si un taux d'accroissement de 3% par an continue, ceci impliquerait le doublement de la population dans environ 22 ans.

Figure 1: Population du monde, A.D. 1-2150



Les raisons de la croissance démographique en Afrique

Qu'est-ce qui explique la rapide croissance des populations africaines ? La croissance naturelle d'une population est le résultat de la différence entre le taux de natalité et le taux de mortalité. L'évolution de cette différence est montrée pour plusieurs régions dans la figure 3 qui se réfère à la période 1950-80.

Les taux de mortalité ont chuté et l'espérance de vie a augmenté partout

On peut remarquer, depuis 1950, que les taux de mortalité ont baissé partout et que c'est cette baisse qui est principalement responsable de la croissance démographique. Les taux de mortalité, en Afrique comme ailleurs, ont sensiblement baissé ; ainsi, entre 1965 et 1985, le taux de mortalité en Afrique a baissé d'un tiers. L'espérance de vie est passée d'à peine 40 ans en 1950 à environ 50 ans en 1985.

Ceci reflète surtout les meilleures chances de survie des bébés et la baisse de la mortalité infantile qui se situait à environ 200 pour mille en 1950 (1 bébé sur 5 mourrait pendant sa première année). Actuellement, le taux de mortalité infantile en Afrique se situe autour de 100 pour 1000 - un grand progrès - mais beaucoup reste encore à faire quand on sait que le chiffre correspondant dans les pays industrialisés est de l'ordre de 10 pour mille. On peut espérer que le taux de mortalité continuera à baisser en Afrique.

Les taux de natalité sont en baisse - sauf en Afrique

Le deuxième élément important dans la figure 3 est la tendance des taux de natalité dans les différentes régions. Il est frappant que ces taux soient généralement en baisse actuellement - sauf en Afrique. En effet, un phénomène souvent remarqué dans l'évolution démographique en général est la tendance d'une baisse de la mortalité d'être suivie par une baisse de la fertilité. Ceci est expliqué schématiquement par l'idée qu'avec la baisse de la mortalité infantile, un couple a besoin de moins de naissances pour avoir le nombre d'enfants survivants qu'il souhaite.

Fertility trends in the developing world, by region

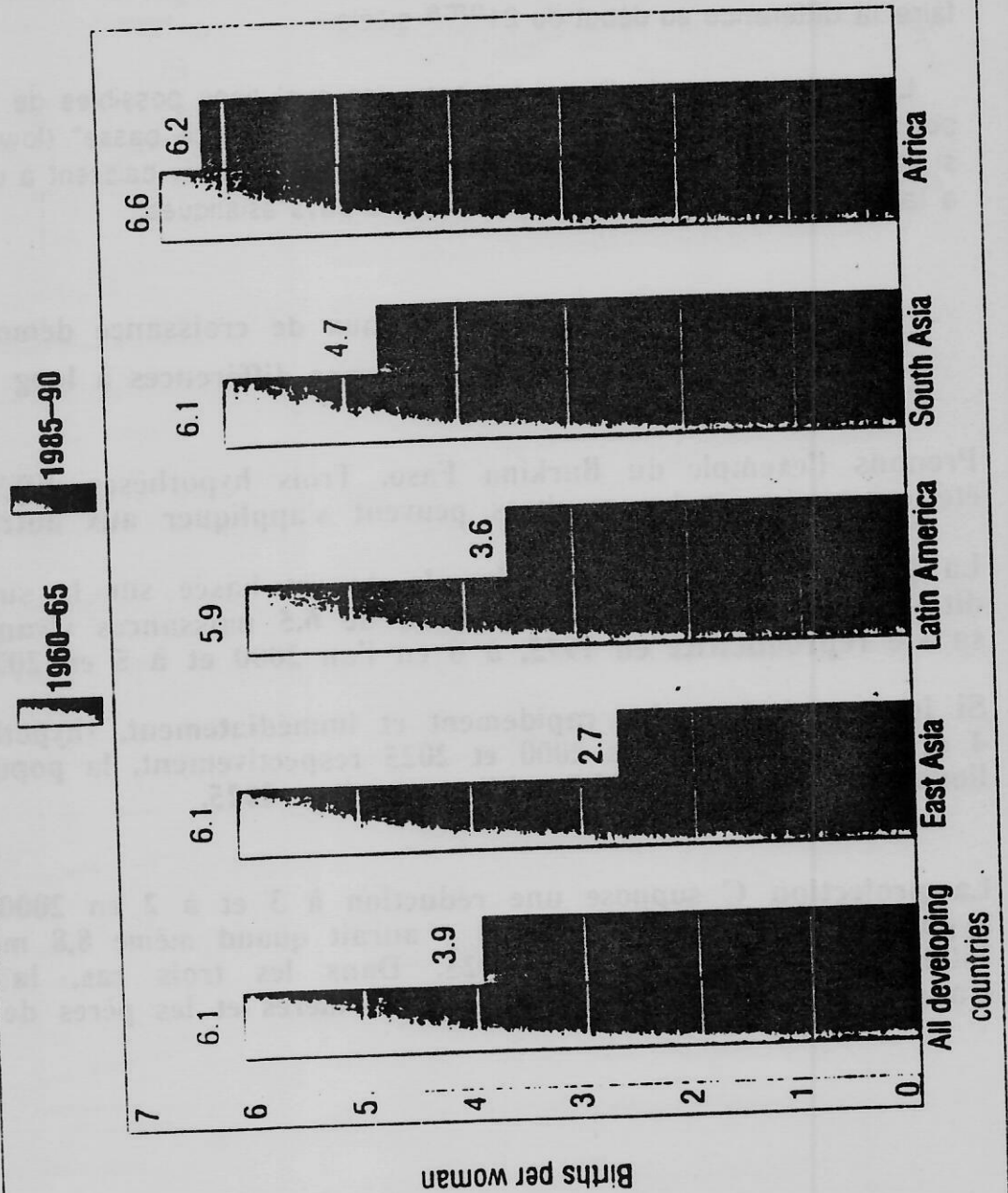
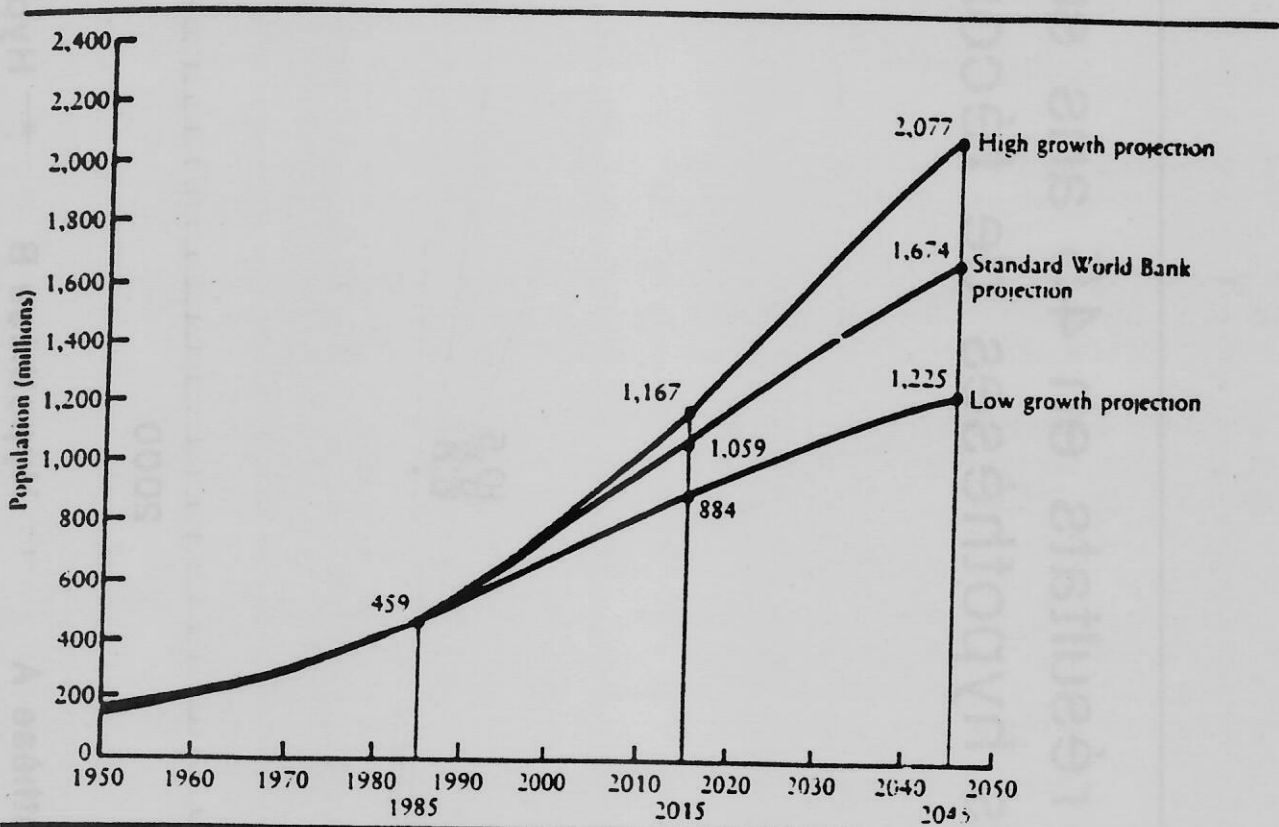


Figure 4: Projections alternatives de la population, l'Afrique Sub-Saharienne, 1950-2045



Source: Data base for World Development Report 1985

B Les effets de la croissance démographique

La jeunesse de la population

En moyenne, 45% de la population totale de l'Afrique a moins de 15 ans et le rapport de dépendance en fonction de l'âge (nombre de personnes de moins de 15 ans et de plus de 65 ans rapporté à l'ensemble de la population en âge de travailler) est bien supérieur à la moyenne mondiale.

Education : Courir plus vite pour rester en place

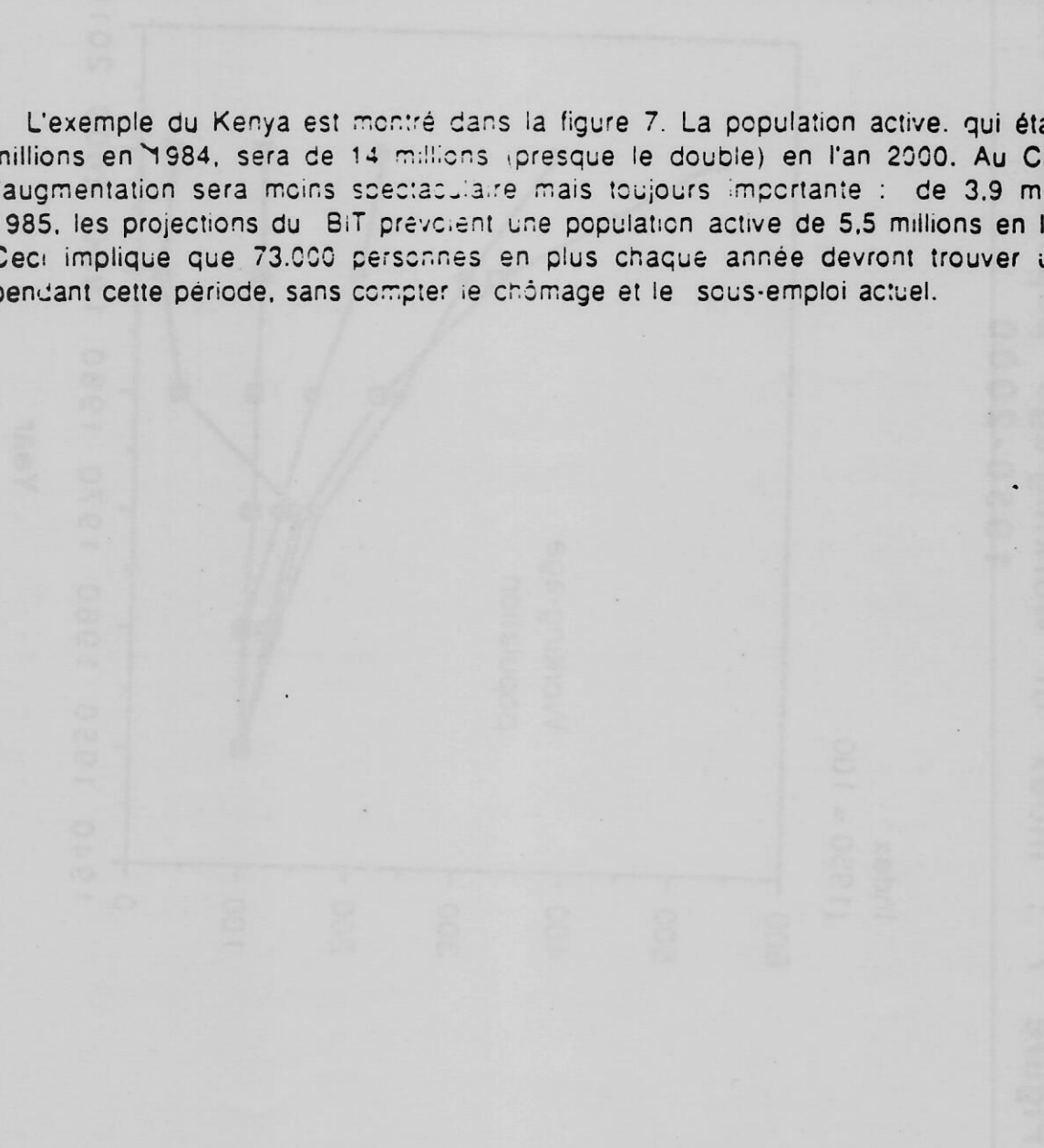
Dans les pays africains, la croissance de la population en âge scolaire posera des problèmes difficiles dans les années à venir. Un effort considérable a déjà été fait pour augmenter le taux de scolarisation des enfants. Mais, avec une population en âge scolaire qui doublera dans l'espace de vingt ans, l'investissement requis est énorme et dépasse déjà de beaucoup les possibilités des Etats.

La croissance de la population en âge scolaire est illustrée dans la figure 6 pour quelques pays en développement. On voit qu'au Kenya, cette croissance est spectaculaire entre 1980 et l'an 2000. Ce pays est peut-être un cas extrême car son taux de croissance démographique est parmi les plus forts du monde. Mais, même au Sénégal par exemple, le nombre d'enfants âgés de 7 à 12 ans augmentera de 0,9 million en 1980 à 1,7 million en l'an 2000. En 1983, 53 pour cent des enfants dans ce groupe d'âge étaient inscrits à l'école primaire, et rien que pour maintenir ce taux de scolarisation, le budget de l'éducation aurait besoin de doubler jusqu'en l'an 2000 ; tandis que pour scolariser tous les enfants, le budget aurait besoin de presque quadrupler. Le poids de l'éducation dans le budget de l'Etat deviendra alors de plus en plus lourd, et d'autres investissements alternatifs ne pourront pas être faits. Si cette croissance du budget de l'éducation s'avère impossible, soit le budget de l'éducation sera partagé parmi une population scolarisée plus nombreuse (au détriment de la qualité), soit les non-scolarisés augmenteront.

La forte croissance de la population active

Les jeunes qui seront à la recherche d'un emploi au début du prochain millénaire sont déjà nés, ce sont nos enfants. D'après les projections du BIT, le nombre de personnes en âge de travailler augmentera de 7,5 millions chaque année pendant la présente décennie; il passera de 243 millions en 1990 à 650 millions en 2025. Les investissements - en formation notamment - nécessaires pour s'assurer une main-d'oeuvre de qualité sont donc énormes, sans compter les investissements pour la création d'emplois productifs.

L'exemple du Kenya est montré dans la figure 7. La population active, qui était de 7.5 millions en 1984, sera de 14 millions (presque le double) en l'an 2000. Au Cameroun, l'augmentation sera moins spectaculaire mais toujours importante : de 3.9 millions en 1985, les projections du BIT prévoient une population active de 5.5 millions en l'an 2000. Ceci implique que 73.000 personnes en plus chaque année devront trouver un travail pendant cette période, sans compter le chômage et le sous-emploi actuel.



Recommandation 169 sur la politique d'emploi :

1. *Tout en veillant à ce qu'il existe suffisamment de possibilités d'emploi, les politiques de développement et d'emploi pourraient, lorsque cela est approprié et conforme à la législation et à la pratique nationales, comprendre des politiques et des programmes démographiques visant à assurer la promotion du bien-être familial et de la planification familiale par des programmes d'information et d'éducation volontaire portant sur les questions démographiques.*

2. *Les Membres, en particulier les pays en développement, pourraient, en collaboration avec les organisations non gouvernementales tant nationales qu'internationales :*

- a) *s'attacher davantage dans leurs politiques et programmes démographiques à sensibiliser les parents d'aujourd'hui et ceux de demain aux avantages de la planification familiale ;*
- b) *dans les zones rurales, augmenter le nombre des unités de soins et de centres communautaires offrant des services de planification familiale ainsi que le nombre de personnes formées pour dispenser ces services ;*
- c) *en milieu urbain, s'efforcer plus particulièrement de satisfaire le besoin urgent de créer des infrastructures adéquates et d'améliorer les conditions de vie, surtout dans les quartiers les plus défavorisés.*

Production alimentaire

La réduction de la production alimentaire par tête est le signe le plus évident de la crise alimentaire qui touche toute l'Afrique. Sur le continent, l'indice par tête de la production alimentaire est tombé de 210 kilogrammes (en équivalent-blé) en 1970 à 179 en 1980. Dans la bande soudano-sahélienne, la situation était pire, étant donné que la légère augmentation en 1980 était due exclusivement aux bonnes récoltes du Soudan.

Pourtant, ailleurs sur le continent, le potentiel existe pour doubler la production alimentaire avec les technologies existantes et l'améliorer avec une technologie avancée.

La première option ne peut pas être appliquée au Sahel et la deuxième a des possibilités très réduites. La terre arable de la région comme celle des forêts et pâturages, sont sous pression sévère et sont déjà en partie irréversiblement dégradées. La situation ira en s'aggravant si les causes fondamentales ne sont pas rapidement enrayerées, car la population de la zone fera plus que doubler au cours des vingt prochaines années.

Jusqu'à maintenant, l'augmentation de la production alimentaire nécessaire pour répondre à la demande a été satisfaite en accroissant la superficie cultivable, en défrichant de nouvelles terres, et en raccourcissant les périodes de jachère, sans changer de technologie de base. Etant donné que la demande sur le marché a augmenté à un taux supérieur à l'accroissement de la production, et que la main-d'oeuvre a diminué, il est à prévoir qu'un changement drastique sera nécessaire.

La terre arable peut encore être étendue mais seulement dans des proportions limitées. En Afrique, bien que la superficie de terre arable et sous cultures permanentes ait augmenté entre 1971 et 1986, (de 170 413 000 ha à 185 033 000 ha soit une augmentation de 14 620 000 ha) la superficie disponible par habitant a diminué de 0,47 ha/hab en 1971 à 0,33 ha/hab en 1986. Si les conditions de culture restent les mêmes, il ne sera pas possible de nourrir des habitants additionnels et encore moins d'améliorer leur niveau nutritionnel.

La compétition pour la terre a bouleversé les modes de vie traditionnels, spécialement parmi les nomades. Une proportion importante de pâturage étant envahie par des cultivateurs à la recherche de terres arables, les tribus nomades sont obligées d'utiliser les terres marginales, trop fragiles pour supporter un surcroît de charge.

Ces tendances ont directement et indirectement, un effet désastreux sur la végétation boisée. Directement, elles provoquent la réduction du bois comme ressource énergétique et indirectement, elles sont responsables du défrichement de superficies boisées de plus en plus vastes afin de créer des espaces pour les cultures et le bétail. Le dommage indirect est plus grave que le défrichement du bois de chauffe, parce que le processus est irréversible et intensifié. Il aboutit encore plus à la réduction des produits du bois.

De surcroît, la pression d'une population en croissance a accéléré la fragmentation des parcelles pour en faire des unités de moins en moins rentables.

La consommation alimentaire

Dans le Sahel comme partout en Afrique, les calories sont presque totalement fournies par la consommation de céréales, racines et tubercules tandis que les produits d'origine animale en contiennent beaucoup moins. La proportion en est en moyenne de 65 à 35%. Une grande quantité de la viande produite dans la région est exportée (le Sahel est le plus grand exportateur de viande en Afrique).

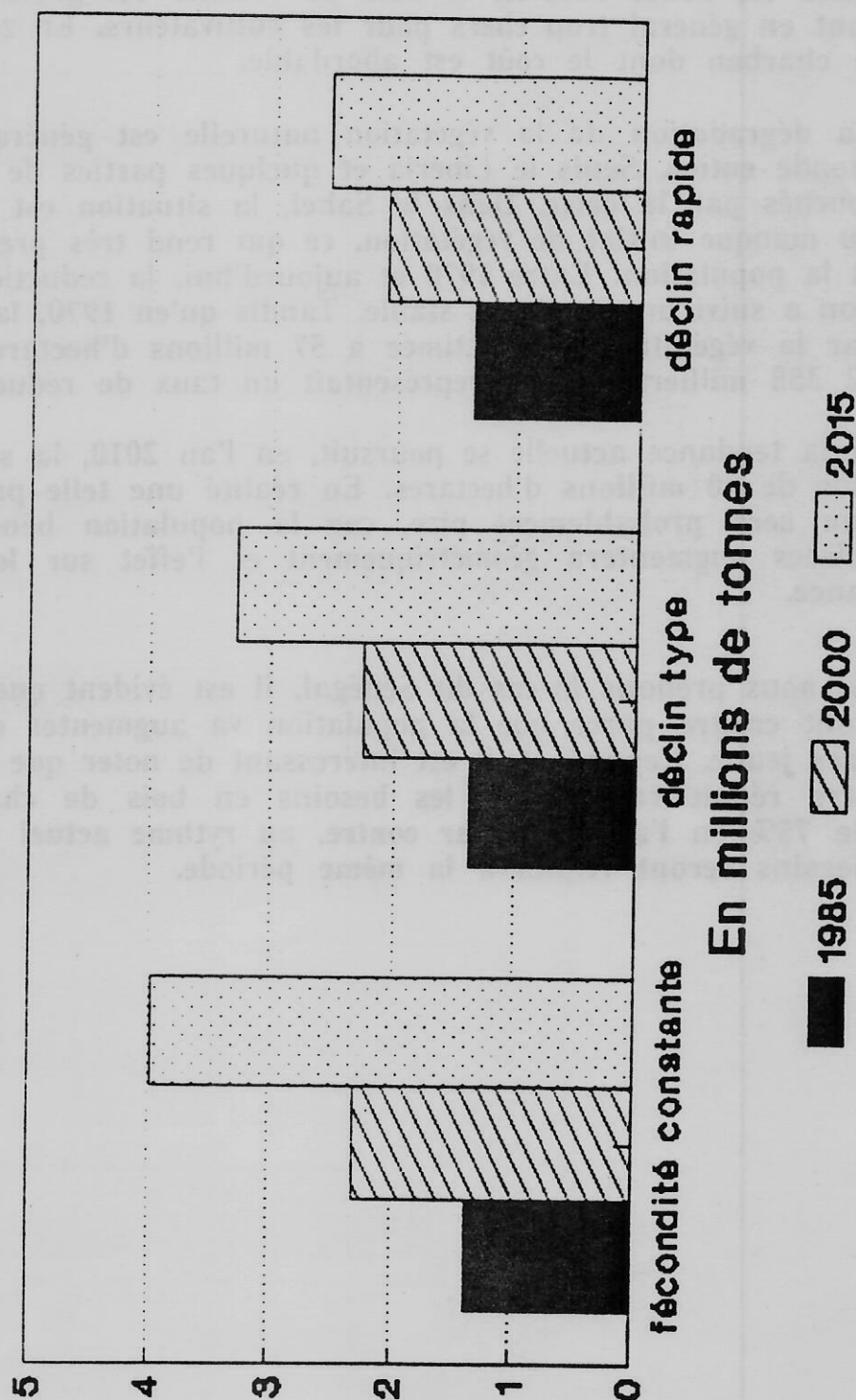
L'Afrique est la seule région du monde dans laquelle les niveaux nutritionnels, mesurés comme Disponibilité Énergétique Alimentaire (DEA) en kilocalories par personne et par jour ont baissé entre 1981-84, alors qu'ils étaient en augmentation constante de 1961 (2048 kilocalories) à 1970 (2111 kilocalories). Le besoin moyen est de 2092 kilocalories par jour, le minimum critique étant de 1765 kilocalories par jour. Le minimum critique établi par la FAO et l'OMS est le niveau au-dessous duquel les individus sont estimés être très mal nourris. Le minimum critique permet un fonctionnement normal et la croissance pour les enfants et de l'activité moindre pour les adultes (toujours en maintenant le poids du corps). Vu qu'il existe des différences individuelles, afin d'éviter une surestimation, la FAO adopte un minimum critique un peu plus bas mais toujours conservateur donc la situation actuelle ne peut qu'être plus grave.

La réduction a commencé au début des années 1970. Pendant cette décennie, la DEA par tête est restée plus ou moins statique dans quinze pays et a baissé dans sept autres, parmi lesquels le Mali et le Tchad au Sahel, où elle se situait dangereusement au niveau ou au-dessous du minimum critique.

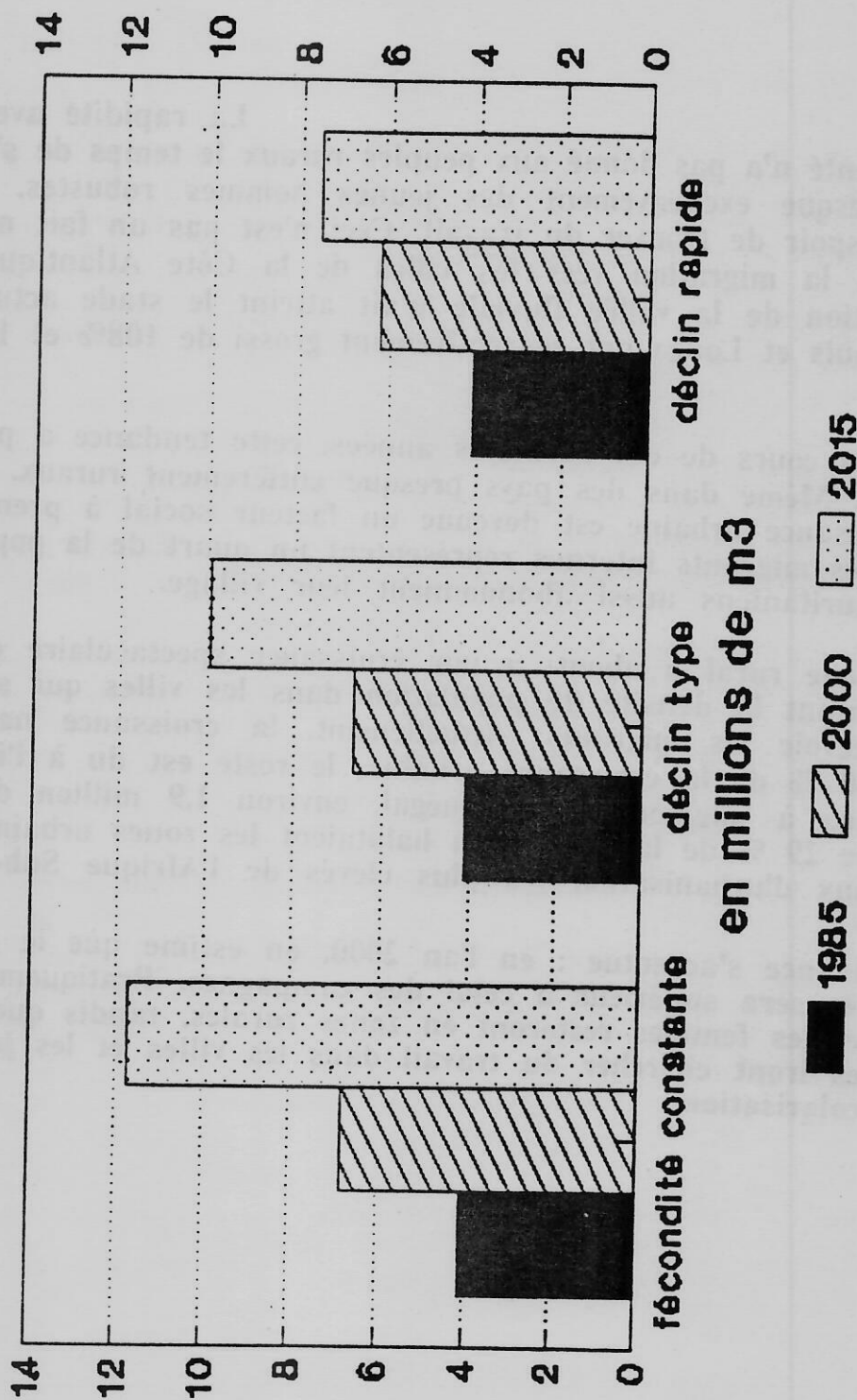
Depuis lors, les niveaux nutritionnels ont diminué partout ou sont restés stables. Là où une augmentation de la disponibilité alimentaire a été atteinte, elle a été due aux importations.

Il y a une relation directe entre la consommation nutritionnelle insuffisante causant la malnutrition et les chances de survie des très jeunes enfants. Le taux de mortalité infantile se mesure en multipliant par 1000 le rapport entre le nombre de décès d'enfants de moins d'1 an pour une année donnée, et les naissances totales de cette même année. Des taux élevés de mortalité chez les nouveaux-nés et les enfants, sont une des raisons pour lesquelles la population n'a pas augmenté rapidement dans le passé. Mais les taux de mortalité infantile dans le Sahel restent encore élevés à cause de la combinaison de la malnutrition et des infections.

Besoins globaux de céréales au Sénégal selon trois hypothèses de fécondité



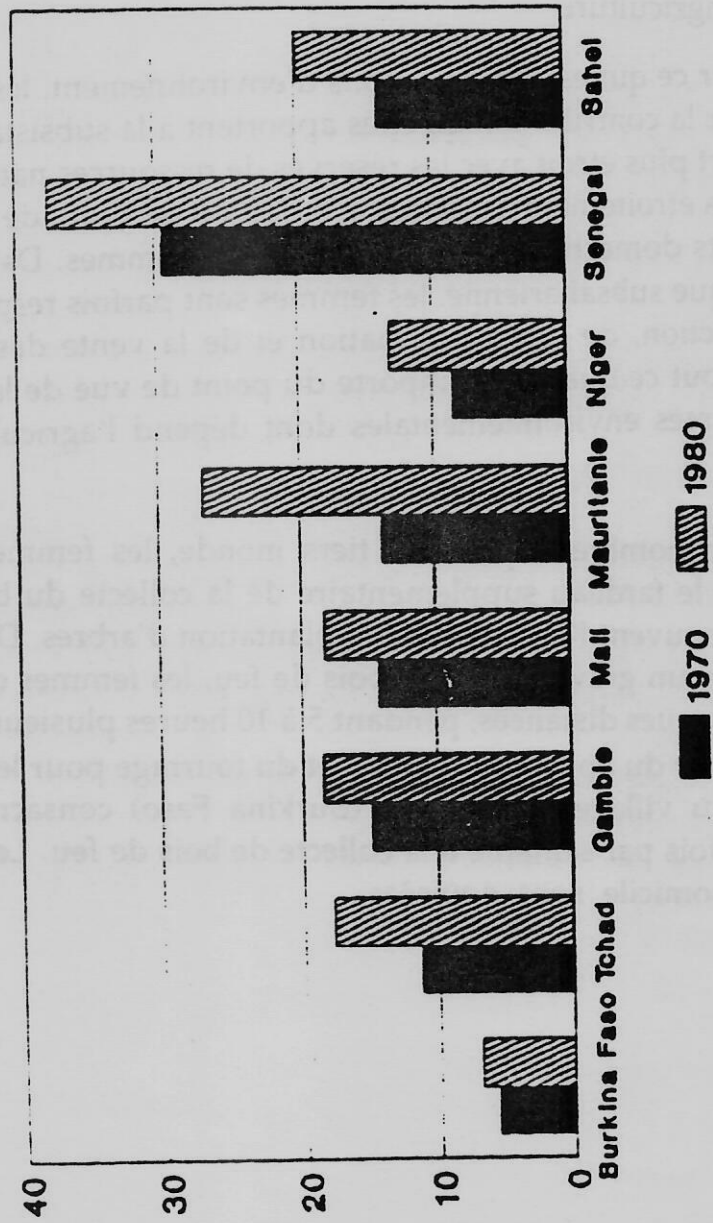
Sénégal: Besoins projetés de bois de feu contre trois hypothèses de fécondité



Source: Sénégal Rapport no. 96 UNFPA 85

Population urbaine par pays

pourcentage



Mères en danger

L'accouchement comporte des risques dans tous les pays du monde, surtout en l'absence de soins et d'attention prénatals convenables pendant et après. Pour la plupart des femmes des pays en développement, ces risques sont multipliés. En Afrique, une femme sur 21 meurt des suites d'une grossesse ou d'un accouchement.

La femme africaine court 200 fois plus de risques de mourir des suites d'un accouchement que la femme européenne.

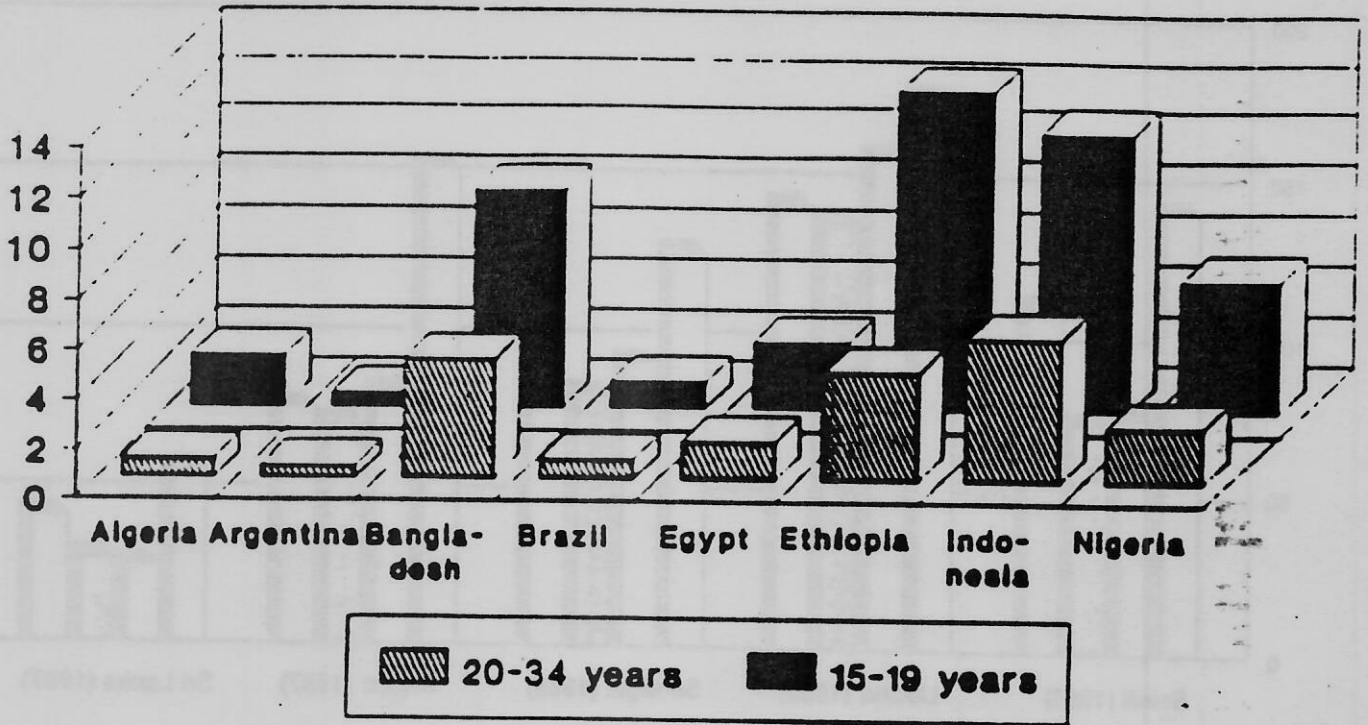
Les très jeunes mères et les plus âgées sont celles qui courent le plus de risques. Selon les informations présentées à la Conférence internationale sur la maternité sans risque en 1987, la probabilité de décès des suites d'un accouchement est deux à cinq fois plus grande parmi les femmes de plus de 35 ans. Le fait d'avoir déjà eu plusieurs grossesses accroît aussi fortement les risques pour la grossesse suivante.

Dans des pays aussi différents que la Malaisie, le Japon, la République dominicaine, le Bangladesh, les Etats-Unis, la Tanzanie, le Nigéria, la Jamaïque et El Salvador, une mère de 15 à 19 ans court deux fois plus de risques de mourir en couches qu'une mère âgée de 20 à 24 ans.

On estime que 40 % de toutes les jeunes filles de 14 ans qui vivent aujourd'hui seront enceintes au moins une fois avant l'âge de 20 ans. Au Bangladesh, quatre jeunes filles sur cinq de moins de 20 ans sont mères, et en Afrique trois sur quatre.

Maternal mortality by age of mother (selected countries)

Deaths per 1000 live births



Source: WHO - Around 1982-1986.
WHO/WHD/90.2

La mortalité infantile

Les enfants qui se suivent de très près et dont la mère n'a pas eu le temps de se rétablir d'une naissance précédente sont ceux qui ont le moins de chances de survivre. Les recherches les plus récentes montrent clairement que des trois principaux facteurs de mortalité infantile, les grossesses rapprochées sont les plus dangereuses pour les enfants qui en sont issus, plus que l'âge de la mère (moins de 18 ou plus de 35 ans) ou le nombre des autres enfants de la famille (plus de quatre).

On a constaté qu'un enfant né moins de deux ans après sa soeur ou son frère avait 50 % de chances de plus de mourir dans sa première année et deux fois plus de chances de mourir entre l'âge de un et cinq ans. Au Libéria, par exemple, cet enfant a trois fois plus de chances de mourir avant son premier anniversaire qu'un enfant né après un intervalle de quatre ans.

Birth spacing saves infant lives

